



CDL-UD-PV(2019)001
Or. fr

COMMISSION EUROPEENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT
(COMMISSION DE VENISE)



RAPPORT DE REUNION

Assurer la durabilité de la gouvernance démocratique et des droits de l'homme
dans le sud de la Méditerranée

Financé
par l'Union européenne
et le Conseil de l'Europe



Mis en œuvre
par le Conseil de l'Europe

La quatrième réunion de coordination du projet UniDem Med s'est déroulée à Rabat, le 5 mars 2019 en présence des coordinateurs et des coordinatrices nationales du Sud de la Méditerranée, notamment de l'Algérie, de la Jordanie, du Maroc, de la Palestine¹ et de la Tunisie. Les représentants du Liban et de la Mauritanie ont été excusés.

La réunion avait pour objectif de tirer un bilan des deux séminaires UniDem Med 2018, respectivement en Tunisie et au Maroc², ainsi que de décider des thèmes des prochains séminaires UniDem Med ainsi que des pays hôtes du campus en 2019.

Mots de bienvenue

M. Ahmed Laamoumri, Secrétaire général du Ministère de la réforme de l'administration et de la fonction publique du Maroc remercie la Commission de Venise et les coordinateurs pour le bilan très positif des séminaires UniDem. Le campus représente à ses yeux une opportunité de partage et d'union intellectuelle entre les pays participants et permet une meilleure maîtrise des outils de réforme de l'administration publique. Le partenariat avec la Commission de Venise contribue aux efforts du Ministère de la réforme de l'administration et de la fonction publique en ce qui concerne la transformation organisationnelle et managériale de la fonction publique du Maroc.

M. Jose-Luis Herrero, Chef du Bureau du Conseil de l'Europe au Maroc, insiste sur l'importance du partenariat avec l'Union européenne qui à travers le financement de ce projet exporte le modèle de coopération régionale. Ce projet s'inscrit également dans la logique de coopération régionale du Conseil de l'Europe et ses autres réseaux, tels que le réseau CEPEJ³ par exemple.

Mme Caroline Martin de la Division de la coopération avec les Etats voisins Commission de Venise, remercie au nom de la Commission le Royaume du Maroc, qui a accepté d'accueillir cette réunion et qui avait apporté tout son soutien à la mise en œuvre du projet UniDem Med lors de son démarrage en 2015.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour CDL-UD(2019)001prog est adopté à l'unanimité.

UniDem Med : Résultats et impact des séminaires

Mme Martin se félicite du succès des deux séminaires UniDem Med qui ont été organisés respectivement à Rabat et à Tunis en 2018 avec plus de 100 hauts fonctionnaires ayant participé à ces deux séminaires et dont les thématiques ont été choisies sur la base des priorités nationales de modernisation de l'administration publique.

Cette démarche basée sur la demande exprimée par les coordinateurs nationaux constitue une des forces du projet.

¹ Cette dénomination ne saurait être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et est sans préjudice de la position de chaque État membre du Conseil de l'Europe sur cette question.

² Transformation et innovation dans la haute fonction publique : défis et opportunités

8ème UniDem Med, 13-14 novembre 2018, Tunis, Tunisie

Améliorer la relation entre l'administration et les citoyens : un impératif démocratique

7ème UniDem Med, 23-26 avril 2018, Rabat, Maroc

³ Commission européenne pour l'efficacité de la justice

Mme Martin évoque les résultats globaux positifs et l'impact du campus UniDem Med. Les 9 séminaires organisés depuis le lancement du projet en septembre 2015, ont permis de former plus de 400 hauts fonctionnaires et ce grâce au soutien des experts de plusieurs pays européens. Ce succès tient également à la collaboration avec plusieurs instances internationales telles que l'Union européenne qui finance le projet et le projet SIGMA de l'OCDE. Les statistiques montrent la participation d'experts en provenance de 15 pays européens⁴ depuis septembre 2015. Le nombre croissant d'experts du Sud de la Méditerranée au côté des experts européens, constituent aujourd'hui un pool d'expertise précieux sur les sujets de modernisation de la fonction publique. Le campus constitue de plus en plus une plateforme d'échanges directes d'expériences sur le plan bilatéral et régional. Ces échanges représentent une vraie valeur ajoutée du projet de point de vue méthodologique et le Conseil de l'Europe, fort de ses 47 Etats membres, et la Commission de Venise forte de ses 61 Etats membres, possèdent un savoir-faire spécifique dans le domaine.

Pour bénéficier de l'expertise des pays de l'Europe du Nord, demandée par les pays partenaires, les séminaires se tiennent dans les trois langues, notamment français, anglais et arabe. Cela représente un coût supplémentaire conséquent qui réduit la capacité d'élargir le réseau en invitant plus de participants aux séminaires.

UniDem Med s'inscrit dans le cadre du Programme Sud III, co-financé par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, et dispose d'une enveloppe nettement plus réduite que dans le cadre du précédent Programme Sud II. Cette enveloppe financière réduite ne permet pas d'organiser plus de deux séminaires par an ni d'inviter plus de deux participants par délégation nationale. Au vu de la demande réitérée des coordinateurs nationaux de voir le nombre des participants augmenter, en cas de disponibilité financière supplémentaire, celle-ci serait allouée afin d'augmenter la participation.

La rédaction d'avis juridiques étant le corps du métier de la Commission, Mme Martin rappelle la disponibilité de la Commission de Venise à apporter son expertise dans l'élaboration de projets de lois qui toucheraient l'administration publique. L'Algérie, le Maroc et la Tunisie en tant que membres de la Commission sont invités à faire plein usage de leur qualité de membre et à demander l'expertise juridique de la Commission.

M. Laamoumri rappelle l'importance des séminaires pour accompagner les réformes en cours. Il mentionne des thématiques de conflits d'intérêt et déclaration de patrimoine qui pourraient faire l'objet d'un séminaire UniDem Med séparé. Vu que les séminaires sont une plateforme pour défendre les intérêts des citoyens et pour répondre à leurs doléances, il propose de réfléchir à impliquer la société civile dans les débats.

M. Laamoumri lance un appel pour un engagement financier plus important de la part du pays hôte dans l'organisation des séminaires, tout en adoptant une approche flexible qui tienne compte des contextes nationaux et des ressources disponibles des pays hôtes et de leurs ministères de la fonction publique.

Dans le tour de table qui suit les représentants des pays partenaires participants présentent les résultats et l'impact du projet sur le plan national. Le coordinateur national du Maroc, M. Samir Bouggar, se félicite de l'intérêt grandissant envers le projet qui depuis son lancement en septembre 2015 a permis de former des hauts fonctionnaires marocains dans des domaines prioritaires de réforme de l'administration publique. Il remercie également toute l'équipe de la Commission de Venise en charge du projet qui a contribué à son succès dans l'esprit de collaboration avec les autorités marocaines. Pour assurer la durabilité du projet, M. Bouggar propose l'organisation d'une formation des formateurs, la première cible de laquelle peuvent être les coordinateurs UniDem Med.

⁴ Allemagne, Autriche, Belgique, France, Espagne, Estonie, Grèce, Islande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Suisse

Mme Nisreen Zghaiar, coordinatrice nationale UniDem Med pour la Palestine, évoque l'intérêt de la Palestine de participer dans le projet. La Palestine a lancé plusieurs partenariats sur le plan bilatéral et le projet vient renforcer ces partenariats en tant que plateforme d'échanges direct entre hauts fonctionnaires de l'Europe et du Sud de la Méditerranée.

Vu la panoplie de bonnes pratiques que la Palestine pourrait partager avec les autres pays partenaires dans des domaines tels que la digitalisation des services, le leadership, et la gestion des ressources humaines Mme Zghaiar exprime le souhait de la Palestine d'accueillir un séminaire en 2019 ensemble avec la Jordanie, vue les difficultés logistiques d'organiser un séminaire en Palestine. Par ailleurs, Mme Zghaiar, salue pour sa part l'initiative du Maroc d'organiser une session formation des formateurs.

Mme Noor Dweiri, nommée en mars 2019 par la Présidence du gouvernement de Jordanie au poste de coordinatrice UniDem Med prend à son tour la parole pour soutenir la demande de la Palestine d'organiser un séminaire UniDem Med conjoint. Mme Dweiri, se dit prête à contribuer à la réussite du projet en Jordanie, où à la suite du dernier remaniement du gouvernement, le Ministère du développement du secteur public a été dissout et dont les activités ont été transférées à la Présidence du Gouvernement de la Jordanie.

Pour Sami Ben Romdhane, Directeur général de la fonction publique et coordinateur UniDem Med pour la Tunisie, les sujets des séminaires 2018 ont été en adéquation avec les chantiers de réforme du pays. Il insiste sur l'importance d'identifier des thématiques intéressantes pour l'ensemble des participants en adéquation également avec les tendances internationales de modernisation de l'administration publique. M. Ben Romdhane insiste sur la nécessité d'assurer la coordination entre différents donateurs bilatéraux pour éviter les doublons surtout à la lumière de la grande réforme de l'administration publique tunisienne adoptée en février 2018 et ses cinq axes de réforme.

M. Moncef Bedairia, coordinateur national pour l'Algérie prend la parole pour exprimer le grand intérêt pour l'Algérie de continuer à partager des expériences entre l'Europe et le Sud de la Méditerranée à travers le projet. L'Algérie apprécie l'approche fondée sur le droit de la Commission de Venise en ce qui concerne la modernisation de la fonction publique. UniDem Med suscite un intérêt auprès de la haute fonction publique algérienne avec la participation de plusieurs ministres au séminaire d'Algérie en 2017 ou bien du Directeur de la fonction publique algérienne, M. Bouchemal au séminaire de Tunis en 2018.

M. Bedairia insiste sur l'utilité et l'impact du projet. Parmi les expériences utiles pouvant faire l'objet d'une mise en œuvre par l'Algérie, M. Bedairia mentionne l'organisation des concours en ligne et le système de gestion centralisée des plaintes de la Jordanie, aussi bien que l'expérience de la Roumanie et du Portugal dans la promotion du leadership, de l'excellence et de la neutralité de la haute fonction publique.

Séminaires UniDem Med 2019

Mme Martin remercie les coordinateurs nationaux d'avoir communiqué à l'avance les propositions de thèmes pour les séminaires 2019. Les discussions permettent de dégager deux thèmes généraux pour les séminaires UniDem en 2019 qui couvriront toutes les thématiques proposées par les coordinateurs nationaux.

- Vers un service public plus proche des citoyens : modèles et bonnes pratiques (12-14 juin 2019, Marrakech, Maroc)

Le séminaire traitera des questions de déconcentration, de décentralisation, de regroupement et de digitalisation des services administratifs en tant que pistes de réforme et de rapprochement de l'administration vers les citoyens

- Leadership et transparence dans la haute fonction publique (octobre 2019, Jordanie)

Ce séminaire sera organisé conjointement par la Palestine et la Jordanie et se tiendra à Amman pour des raisons logistiques.

Une formation des formateurs pour les coordinateurs du projet pourrait avoir lieu avant la fin 2019 en fonction des ressources disponibles de la Commission de Venise et du projet UniDem Med.

Mme Martin exprime ses regrets quant à la non-participation de l’Egypte aux séminaires UniDem Med. Une lettre officielle a été envoyée au nom de la Commission de Venise à l’attention de Mme Ghada Labib, Ministre adjoint en charge de la réforme administrative de l’Egypte, qui est restée sans réponse au jour de la tenue de la réunion de coordination. Le soutien des autres coordinateurs est sollicité pour permettre la réintégration de l’Egypte dans les séminaires UniDem Med, comme c’était le cas lors du lancement du projet en 2015.

Communication, durabilité et extension du réseau UniDem Med

M. Hristov, gestionnaire en charge du projet UniDem Med présente les avancées en termes de communication et d’extension du réseau. La visibilité du projet est en constante progression et se fait notamment à travers le site web de la Commission de Venise, les sites nationaux des ministères de la fonction publique et les différents réseaux sociaux.

M. Hristov présente le réseau UniDem Med sur « Facebook » qui compte plus de 300 abonnés depuis son lancement et « Flickr » pour le partage de photos du séminaire. Les participants apprécient les efforts entrepris par le secrétariat UniDem Med pour accroître la visibilité du projet et en communiquer les résultats à une plus large audience de fonctionnaires.

Conclusions de la réunion

- La valeur ajoutée du campus UniDem Med et la collaboration avec la Commission de Venise basée sur la demande de la part des pays partenaires est confirmée par les coordinateurs nationaux dans le cadre des efforts de modernisation de la fonction publique dans le Sud de la Méditerranée ;
- Le partenariat avec la Commission de Venise soutient les efforts du Ministère de la réforme de l’administration et de la fonction publique du Maroc en ce qui concerne la transformation organisationnelle et la transformation managériale de la fonction publique au Maroc et dans les autres pays du Sud de la Méditerranée ;
- Les coordinateurs nationaux ont validé l’approche méthodologique du projet UniDem Med qui permet une meilleure maîtrise des outils de réforme de l’administration publique à travers des échanges directs entre hauts fonctionnaires du Sud de la Méditerranée et de l’Europe ;
- Les coordinateurs nationaux ont décidé de la tenue de deux séminaires UniDem Med en 2019 notamment :
 - Vers un service public plus proche des citoyens : modèles et bonnes pratiques (12-14 juin 2019, Marrakech, Maroc)
 - Leadership et transparence dans la haute fonction publique (octobre 2019, Jordanie)
- Une formation des formateurs pourrait être organisée avant la fin de l’année 2019 en cas de disponibilité de réserves financières. Cette première formation visera les coordinateurs nationaux du projet UniDem Med ;

- Les coordinateurs nationaux se sont accordés sur un plus grand engagement financier du pays hôte d'un séminaire en fonction des ressources disponibles des instances nationales organisatrices ;
- Les coordinateurs nationaux se sont accordés sur une éventuelle augmentation des participants en cas de réserves budgétaires du projet ;
- Les coordinateurs nationaux se sont accordés sur la nécessité d'assurer une interprétation simultanée dans les trois langues de travail des séminaires (français, anglais et arabe) pour pouvoir bénéficier de l'expertise anglophone dans le domaine de la modernisation de la fonction publique ;